

NOTES EXPLICATIVES

RÈGLEMENT 1665-00-2011

CONCERNANT L'ÉTHIQUE ET LA DÉONTOLOGIE DES MEMBRES DU CONSEIL DE LA VILLE DE BELOEIL

Conformément à la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale*, le conseil doit adopter un code d'éthique et de déontologie applicable aux membres du conseil.

Ce code prévoit les principales valeurs qui doivent servir de guide pour la prise de décisions et, de façon générale, la conduite des membres du conseil en leur qualité d'élus.

Ces valeurs sont :

- l'intégrité;
- la prudence dans la poursuite de l'intérêt public;
- le respect envers les autres membres du conseil, les employés et les citoyens;
- la loyauté envers la municipalité;
- la recherche de l'équité;
- l'honneur rattaché aux fonctions de membre du conseil;
- le devoir de confidentialité.

De plus, des règles de conduite devant guider la conduite des élus à titre de membre du conseil ou d'un comité y sont incluses.

Ces règles ont pour objectif de prévenir :

- toute situation où l'intérêt personnel du membre du conseil peut influencer son indépendance de jugement dans l'exercice de ses fonctions;
- toute situation qui irait à l'encontre des articles 304 et 361 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (L.R.Q., chapitre E 2.2);
- le favoritisme, la malversation, les abus de confiance ou autres inconduites.

En vertu du code d'éthique, les membres du conseil auront l'obligation de déclarer tout don, toute marque d'hospitalité ou tout autre avantage qui n'est pas de nature purement privée lorsque sa valeur excède 200 \$.

Finalement, le règlement abroge les dispositions du *règlement d'éthique numéro 1542-00-2007 pour les membres du conseil et les employés cadres de la ville de Beloeil* qui s'appliquaient aux membres du conseil municipal



RÈGLEMENT 1665-00-2011

CONCERNANT L'ÉTHIQUE ET LA DÉONTOLOGIE DES MEMBRES DU CONSEIL DE LA VILLE DE BELOEIL

Attendu que la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale* impose aux municipalités locales de se doter d'un code d'éthique et de déontologie applicable aux élus municipaux;

Attendu que les formalités prévues à la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale* ont été respectées;

Attendu qu'un avis de motion a été donné à la séance du conseil du 24 octobre 2011;

LE CONSEIL DE LA VILLE DE BELOEIL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

Chapitre 1 - APPLICATION DU CODE

Article 1

Le présent code s'applique à tout membre du conseil de la Ville de Beloeil.

Chapitre 2 - BUTS DU CODE

Article 2

Le présent code poursuit les buts suivants :

- §1. accorder la priorité aux valeurs qui fondent les décisions d'un membre du conseil de la municipalité et contribuer à une meilleure compréhension des valeurs de la municipalité;
- §2. instaurer des normes de comportement qui favorisent l'intégration de ces valeurs dans le processus de prise de décision des élus et, de façon générale, dans leur conduite à ce titre;
- §3. prévenir les conflits éthiques et s'il en survient, aider à les résoudre efficacement et avec discernement;
- §4. assurer l'application des mesures de contrôle aux manquements déontologiques.

Chapitre 3 - VALEURS DE LA MUNICIPALITÉ

Article 3

Les principales valeurs qui doivent servir de guide pour la prise de décision et, de façon générale, la conduite des membres du conseil de la Ville de Beloeil en leur qualité d'élus, sont les suivantes :

1) L'intégrité

Tout membre du conseil se conduit d'une manière juste et honnête en évitant de se mettre dans une situation où il se rendrait redevable à quiconque pourrait l'influencer indûment dans l'exercice de ses fonctions.

2) La prudence dans la poursuite de l'intérêt public

Tout membre du conseil assume ses responsabilités face à la mission d'intérêt public qui lui incombe. Dans l'accomplissement de cette mission, il doit agir avec professionnalisme, vigilance et discernement.



3) Le respect envers les autres membres du conseil de la Ville de Beloeil, les employés de celle-ci et les citoyens

Tout membre du conseil agit avec respect et courtoisie en tout temps à l'égard de toute personne avec qui il interagit dans l'exercice de ses fonctions.

4) La loyauté envers la municipalité

Tout membre du conseil doit en tout temps rechercher l'intérêt de la municipalité.

5) La recherche de l'équité

Tout membre du conseil fait preuve de neutralité et traite chaque personne avec justice.

6) L'honneur rattaché aux fonctions de membre du conseil

Tout membre du conseil sauvegarde l'honneur rattaché à sa fonction, ce qui présuppose la pratique constante des cinq valeurs précédentes : l'intégrité, la prudence, le respect, la loyauté et l'équité.

7) Le devoir de confidentialité

Tout membre du conseil doit protéger les informations confidentielles ou privilégiées non publiques obtenues dans l'exercice de ses fonctions.

Chapitre 4 - RÈGLES DE CONDUITE

Article 4

Les règles énoncées au présent article doivent guider la conduite d'un élu à titre de membre du conseil, d'un comité ou d'une commission

- §1. de la municipalité;
- §2. d'un autre organisme lorsqu'il y siège en sa qualité de membre du conseil de la municipalité.

Article 5

Ces règles ont notamment pour objectifs de prévenir :

- §1. toute situation où l'intérêt personnel du membre du conseil peut influencer son indépendance de jugement dans l'exercice de ses fonctions;
- §2. toute situation qui irait à l'encontre des articles 304 et 361 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.2);
- §3. le favoritisme, la malversation, les abus de confiance ou autres inconduites.

Article 6

Il est interdit à tout membre du conseil :

- §1. d'agir, de tenter d'agir ou d'omettre d'agir de façon à favoriser, dans l'exercice de ses fonctions, ses intérêts personnels ou, d'une manière abusive, ceux de toute autre personne;
- §2. de se prévaloir de sa fonction pour influencer ou tenter d'influencer la décision d'une autre personne de façon à favoriser ses intérêts personnels ou, d'une manière abusive, ceux de toute autre personne;
- §3. de solliciter, de susciter, d'accepter ou de recevoir, pour lui-même ou pour une autre personne, quelque avantage que ce soit en échange d'une prise de position sur une question dont un conseil, un comité ou une commission dont il est membre peut être saisi;
- §4. d'accepter tout don, toute marque d'hospitalité ou tout autre avantage, quelle que soit sa valeur, qui peut influencer son indépendance de jugement dans l'exercice de ses fonctions ou qui risque de compromettre son intégrité;



Règlements de la Ville de Beloeil

- §5. d'utiliser les ressources de la municipalité ou de tout autre organisme sur lequel il siège en sa qualité de membre du conseil de la municipalité, à des fins personnelles ou à des fins autres que les activités liées à l'exercice de ses fonctions, et ce, sauf dans le cas où une ressource est mise à la disposition des citoyens et que le membre du conseil l'utilise à des conditions non préférentielles;
- §6. d'utiliser, de communiquer, ou de tenter d'utiliser ou de communiquer, tant pendant son mandat qu'après celui-ci, des renseignements obtenus dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions et qui ne sont pas généralement à la disposition du public, pour favoriser ses intérêts personnels ou ceux de toute autre personne;
- §7. dans les 12 mois qui suivent la fin de son mandat, d'occuper un poste d'administrateur ou de dirigeant d'une personne morale, un emploi ou toute autre fonction, de telle sorte que lui-même ou toute autre personne tire un avantage indu de ses fonctions antérieures à titre de membre du conseil de la municipalité;
- §8. après la fin de son mandat, d'utiliser ou de divulguer des renseignements confidentiels dont il a pris connaissance dans l'exercice de ses fonctions;
- §9. de détourner à son propre usage ou à l'usage d'un tiers tout bien, tout denier ou tout document appartenant à la municipalité;
- §10. d'avoir sciemment un intérêt direct ou indirect dans un contrat avec la municipalité ou un organisme sur lequel il siège en sa qualité de membre du conseil de la municipalité.

Article 7

Nonobstant le paragraphe 10 de l'article 6, un membre du conseil n'est pas réputé avoir un tel intérêt dans les cas suivants :

- §1. le membre du conseil a acquis son intérêt par succession ou par donation et y a renoncé ou s'en est départi le plus tôt possible;
- §2. l'intérêt du membre du conseil consiste dans la possession d'actions d'une compagnie qu'il ne contrôle pas, dont il n'est ni un administrateur ni un dirigeant et dont il possède moins de 10% des actions émises donnant le droit de vote;
- §3. l'intérêt du membre du conseil consiste dans le fait qu'il est membre, administrateur ou dirigeant d'un autre organisme municipal, d'un organisme public au sens de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, d'un organisme à but non lucratif ou d'un organisme dont la loi prévoit que cette personne doit être membre, administrateur ou dirigeant en tant que membre du conseil de la municipalité ou de l'organisme municipal;
- §4. le contrat a pour objet une rémunération, une allocation, un remboursement de dépenses, un avantage social, un bien ou un service auquel le membre du conseil a droit à titre de condition de travail attachée à sa fonction au sein de la municipalité ou de l'organisme municipal;
- §5. le contrat a pour objet la nomination du membre du conseil à un poste de fonctionnaire ou d'employé dont l'occupation ne rend pas inéligible son titulaire;
- §6. le contrat a pour objet la fourniture de services offerts de façon générale par la municipalité ou l'organisme municipal;
- §7. le contrat a pour objet la vente ou la location, à des conditions non préférentielles, d'un immeuble;
- §8. le contrat consiste dans des obligations, billets ou autres titres offerts au public par la municipalité ou l'organisme municipal ou dans l'acquisition de ces obligations, billets ou autres titres à des conditions non préférentielles;
- §9. le contrat a pour objet la fourniture de services ou de biens que le membre du conseil est obligé de faire en faveur de la municipalité ou de l'organisme municipal en vertu d'une disposition législative ou réglementaire;



- §10. le contrat a pour objet la fourniture d'un bien par la municipalité ou l'organisme municipal et a été conclu avant que le membre du conseil n'occupe son poste au sein de la municipalité ou de l'organisme et avant qu'il ne pose sa candidature à ce poste lors de l'élection où il a été élu;
- §11. dans un cas de force majeure, l'intérêt général de la municipalité ou de l'organisme municipal exige que le contrat soit conclu de préférence à tout autre.

Article 8

Le membre du conseil qui est présent à une séance au moment où doit être prise en considération une question dans laquelle il a directement ou indirectement un intérêt pécuniaire particulier doit divulguer la nature générale de cet intérêt, avant le début des délibérations sur cette question et doit s'abstenir de participer à ces délibérations, de voter ou de tenter d'influencer le vote sur cette question.

Lorsque la séance n'est pas publique, le membre du conseil doit, en plus de ce qui précède, divulguer la nature générale de son intérêt, puis quitter la séance, pour tout le temps que dureront les délibérations et le vote sur cette question.

Lorsque la question à propos de laquelle un membre du conseil a un intérêt pécuniaire est prise en considération lors d'une séance à laquelle il est absent, il doit, après avoir pris connaissance de ces délibérations, divulguer la nature générale de son intérêt, dès la première séance à laquelle il est présent après avoir pris connaissance de ce fait.

Le présent article ne s'applique pas dans le cas où l'intérêt du membre du conseil consiste dans des rémunérations, des allocations, des remboursements de dépenses, des avantages sociaux ou d'autres conditions de travail attachées à ses fonctions au sein de la municipalité ou de l'organisme municipal.

Il ne s'applique pas non plus dans le cas où l'intérêt est tellement minime que le membre du conseil ne peut raisonnablement être influencé par lui.

Chapitre 5 - DÉCLARATION

Article 9

Tout don, toute marque d'hospitalité ou tout autre avantage reçu par un membre du conseil municipal et qui n'est pas de nature purement privée ou visé par le paragraphe 4 de l'article 6, doit, lorsque sa valeur excède 200 \$, dans les trente jours de sa réception, faire l'objet d'une déclaration écrite par ce membre auprès du greffier de la municipalité.

Article 10

Cette déclaration doit contenir une description adéquate du don, de la marque d'hospitalité ou de l'avantage reçu, et préciser le nom du donateur ainsi que la date et les circonstances de sa réception.

Article 11

Le greffier tient un registre public de ces déclarations.

Chapitre 6 - MÉCANISMES DE CONTRÔLE

Article 12

Tout manquement à une règle prévue au présent code par un membre du conseil municipal peut entraîner l'imposition des sanctions suivantes :

1. la réprimande;
2. la remise à la municipalité, dans les trente jours de la décision de la Commission municipale du Québec :



Règlements de la Ville de Beloeil

- a. du don, de la marque d'hospitalité ou de l'avantage reçu ou de la valeur de ceux-ci;
 - b. de tout profit retiré en contravention d'une règle du présent code.
3. le remboursement de toute rémunération, allocation ou autre somme reçue, pour la période qu'a duré le manquement à une règle du présent code, en tant que membre d'un conseil, d'un comité ou d'une commission de la municipalité ou d'un organisme visé à l'article 4;
 4. la suspension du membre du conseil municipal pour une période dont la durée ne peut excéder 90 jours; cette suspension ne peut avoir effet au-delà du jour où prend fin son mandat.

Article 13

Lorsqu'un membre du conseil municipal est suspendu, il ne peut siéger à aucun conseil, comité ou commission de la municipalité, ou en sa qualité de membre d'un conseil de la municipalité, d'un autre organisme, ni recevoir une rémunération, une allocation, ou toute autre somme de la municipalité ou d'un tel organisme.

Chapitre 7 - CONSEILLER À L'ÉTHIQUE ET À LA DÉONTOLOGIE

Article 14

Tout membre du conseil peut, lorsqu'il a un doute sérieux qu'un membre du conseil contrevient au présent code, requérir les services d'un conseiller à l'éthique et à la déontologie dûment inscrit sur la liste du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire afin d'obtenir tout avis sur toute question relative au code d'éthique et de déontologie.

Tout avis fourni à un membre du conseil par un conseiller à l'éthique et à la déontologie est aux frais de la municipalité.

Chapitre 8 - DISPOSITIONS MODIFICATIVES

Article 15

Le présent règlement a pour effet de modifier le *règlement d'éthique numéro 1542-00-2007 pour les membres du conseil et les employés cadres de la Ville de Beloeil* de la façon suivante :

- §1. d'abroger les mots «les membres du conseil et» dans le titre du règlement;
- §2. d'abroger les mots «Un membre du conseil ou» aux paragraphes 2.1, 2.11, 3.1, 4.1, 4.2, 4.3, 5.1, 6.1, 7.1, 9.1 et 9.2;
- §3. d'abroger les paragraphes 2.2, 2.4, 2.6, 2.7, 2.8 et l'alinéa c) du paragraphe 12.1;
- §4. d'abroger les mots «ou d'un membre du conseil» au paragraphe 2.12, 2.13;
- §5. d'abroger les mots «ou le membre du conseil» au paragraphe 2.12;
- §6. d'abroger les mots «Le membre du conseil ou» au paragraphe 11.3;
- §7. d'abroger les mots «Tout membre du conseil ou» au paragraphe 13.1.



Article 16

Le présent règlement entre en vigueur suivant la Loi.



DIANE LAVOIE, mairesse

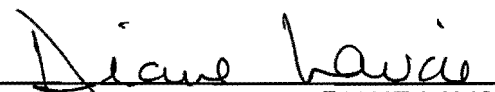


NATHALIE DESCHESNES, greffière adjointe

CERTIFICAT

ADOPTÉ À LA SÉANCE DU : 28 NOVEMBRE 2011

PUBLIÉ CONFORMÉMENT À LA LOI : 3 DÉCEMBRE 2011



DIANE LAVOIE, mairesse



NATHALIE DESCHESNES, greffière adjointe



Règlements de la Ville de Beloeil



VILLE DE

Beleuil

CERTIFICAT:

Cet avis a été affiché conformément à la loi le 30 novembre 2011
Il a été publié dans L'œil Régional
le 3 décembre 2011

Services juridiques

N. Deschesnes
Nathalie Deschesnes,
Assistante-greffière.

ENTRÉE EN VIGUEUR DE RÈGLEMENTS

AVIS PUBLIC est donné que le conseil de la Ville de Beloeil a adopté à sa séance du 28 novembre 2011, les règlements suivants :

- **Règlement 1550-02-2011** modifiant le règlement 1550-00-2007 fixant le traitement des membres du conseil de la municipalité;
- **Règlement 1665-00-2011** concernant l'éthique et la déontologie des membres du conseil de la Ville de Beloeil.

Ces règlements entrent en vigueur selon la loi et sont déposés au bureau de la soussignée, à la mairie de Beloeil, où tout intéressé peut en prendre connaissance.

Donné à Beloeil, ce 3 décembre 2011.

La greffière adjointe,

NATHALIE DESCHESNES, avocate.